**Prise de parole de l’Union Départementale**

**FORCE OUVRIERE de la Haute Loire**

**Mercredi 29 janvier 2020**

Mes chers camarades, cela fait maintenant 55 jours que nous sommes mobilisés pour le retrait du projet de loi sur les retraites. Chaque jour qui passe le refus de cette réforme s’étend dans le pays.

Vendredi dernier, pendant que le gouvernement présentait son texte au Conseil des Ministres, c’est le Conseil d’Etat qui a rendu son avis. Le Conseil d’Etat est la plus haute juridiction administrative française et il n’y va pas de main morte.

*« Manque de sincérité et d’objectivité »* disent les hauts magistrats, *« pas de lisibilité  d’ensemble»,* « des projections financières lacunaires » pour une réforme «*inédite depuis 1945 et destinée à transformer pour les décennies à venir (...) l'une des composantes majeures du contrat social*».

Quant aux promesse faites aux enseignants, elles sont jugées *« contraires à la constitution ».*

Le Conseil d’Etat confirme ce que nous disons depuis des mois : le gouvernement truque et triche pour casser notre système de retraites, baisser leur montant et reculer indéfiniment l’âge de départ.

C’est pour cela qu’une large majorité de la population se prononce comme nous pour le retrait de cette loi. La contestation gagne de nouvelles couches : après les avocats qui entament leur troisième semaine de grève, les experts comptables s’y mettent également.

Ce gouvernement est de plus en plus isolé. Il n’a plus que la répression pour essayer de se protéger, comme il le fait depuis un an avec les gilets jaunes.

Hier les pompiers en manifestation nationale se sont fait copieusement matraquer et gazer.

Dans l’enseignement aussi le gouvernement a recours à l’intimidation pour empêcher la grève contre la mise en place son bac au rabais, contre les suppressions d’emplois et la réforme des retraites. Ainsi, chez nos voisins du Puy de Dôme, ce sont plusieurs responsables syndicaux qui se trouvent sous le coup de poursuites judiciaires et de procédure de sanction !

Le pouvoir est en train de perdre pied face à la mobilisation et aux grèves qui ne s’arrêtent pas.

Vendredi dernier nous étions un million trois cent mille en manifestation dans tout le pays et 2500 au Puy.

Le gouvernement peut céder et doit céder. En 2006 nous avions mis trois mois pour faire retirer le Contrat Première Embauche, le projet de loi sur les retraites doit subir le même sort.

De nouvelles manifestations nocturnes sont prévues Jeudi à Brioude et Vendredi au Puy, nous vous appelons à y participer.

Et le combat ne s’arrêtera pas là, l’intersyndicale nationale se réunit cet après midi pour de nouvelles décisions.

Sur chaque lieu de travail, réunissez vous, dans l’unité, en assemblées générales avec les salariés pour décider de la poursuite de la grève et de la mobilisation comme cela se fait dans l’enseignement, à l’énergie ou chez les cheminots.

Ce gouvernement ultra minoritaire devra céder, nous le ferons céder, alors nous ne lâcherons rien !